

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Chine -Hong Kong
-Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian avec Mme Carrie Lam, cheffe
de l'exécutif/Développement -
Réunion plénière du conseil national
du développement et de la solidarité
internationale /Nations unies
-Journée internationale pour
l'élimination des violences sexuelles
dans les conflits /Yémen/Comores
(Paris, 19 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Chine - Hong Kong - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec Mme Carrie Lam, cheffe de l'exécutif (Paris, 19 juin 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu ce matin avec Mme Carrie Lam, cheffe de l'exécutif de Hong Kong.

Cette rencontre a permis d'évoquer l'ensemble des aspects de la relation entre la France et Hong Kong et de faire avancer les coopérations dans les secteurs économiques prioritaires tels que l'aéronautique, l'innovation, la finance, la santé et le vieillissement, la ville durable et la robotique. Elle a également été l'occasion de réitérer le souhait des deux parties d'approfondir les échanges dans les domaines scientifique et universitaire et de mobilité des jeunes, ainsi que les coopérations culturelles, en particulier en matière d'ingénierie culturelle et d'industrie culturelle et créative.

Mme Carrie Lam a assisté à la cérémonie de livraison à Hong Kong d'hélicoptères H175 sur le site d'Airbus Helicopters à Marignane le 19 juin en présence de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat.

Hong Kong accueille l'une des principales communautés françaises en Asie, avec plus de 14.000 ressortissants inscrits au registre. Les exportations françaises vers Hong Kong ont presque doublé en 10 ans et Hong Kong est, depuis 2017, le premier excédent commercial de la France dans le monde avant le Royaume-Uni (5,2 Mds EUR en 2017). Avec un stock d'IDE de 13,2 Mds EUR en 2016, la France est le huitième investisseur étranger et le deuxième investisseur européen à Hong Kong. Plus de 800 entreprises françaises (dont 343 filiales et 81 sièges régionaux) y sont présentes.

Hong Kong est le deuxième investisseur asiatique en France (stock d'IDE de 5,4 Mds EUR en 2017); 70 entreprises hongkongaises emploient 7 000 personnes en France. La vingt-cinquième édition du Festival "Le French May" a rassemblé 1,2 millions de spectateurs autour de plus de 150 événements.

2 - Développement - Réunion plénière du conseil national du développement et de la solidarité internationale (Paris, 20 juin 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, présidera le 20 juin la treizième réunion plénière du conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI).

Les débats de la réunion s'appuieront sur les conclusions présentées le 6 juin par le comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE qui saluait l'ambition renouvelée de la France en matière de développement et la hausse des moyens consacrés à l'aide publique au développement. Le CNDSI avait été créé conformément à une recommandation émise par le CAD de l'OCDE dans sa dernière revue par les pairs en 2013.

Le CNDSI est constitué de 53 personnalités. Il permet un dialogue approfondi entre les ministères qui interviennent dans les politiques de développement et de solidarité internationale et les autres acteurs engagés dans ce domaine : ONG, syndicats, employeurs, acteurs économiques, parlementaires, collectivités territoriales, universités et centres de recherches, personnalités étrangères de haut niveau.

Le CNDSI poursuivra la réflexion qu'il mène sur la refonte de la politique de développement et de solidarité internationale souhaité par le dernier comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février 2018. Il discutera de la participation de la France au forum politique de haut niveau sur la mise en oeuvre des objectifs du développement durable, à New York en juillet, à la suite du lancement du comité de pilotage interministériel des objectifs du développement durable par les secrétaires d'Etat Brune Poirson et Jean-Baptiste Lemoyne le 26 avril dernier. Le groupe de travail du CNDSI chargé de la réflexion sur l'implication du secteur privé dans la politique de développement présentera ses conclusions avant la publication de son rapport courant juillet.

Un compte-rendu détaillé de la session sera mis en ligne sur le site France Diplomatie.

3 - Nations unies - Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles dans les conflits (19 juin 2018)

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles dans les

conflits, la France rappelle son engagement à lutter contre ce fléau.

Le dernier rapport du secrétaire général des Nations unies sur ce sujet fait encore état de 19 situations de conflits dans lesquelles de telles exactions sont constatées et identifie 51 parties responsables d'un recours, parfois systématique, aux violences sexuelles comme tactiques de guerre, méthodes de torture et outils de la terreur.

La France lutte contre l'impunité des violences sexuelles dans les conflits :

- par la mise en oeuvre des résolutions "Femmes, paix et sécurité" du Conseil de sécurité, notamment par le biais de son plan national d'action;
- en soutenant l'action de la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies chargée de la lutte contre ce phénomène, en finançant notamment un poste de jeune expert associé au sein de son bureau;
- en appuyant la désignation de conseillers chargés de la protection des femmes au sein des opérations de maintien de la paix.

En juillet 2017, la mission pour l'action humanitaire du Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères a également financé un projet de l'ONG EliseCare Irak dans le Kurdistan irakien, destiné à apporter un soutien psychosocial aux femmes yézidis victimes de violences sexuelles.

De 2016 à 2018, la mission pour la stabilisation du CDCS a financé plusieurs projets, notamment en RCA et au Yémen, pour lutter contre les violences faites aux femmes et soutenir leur prise en charge de manière holistique (prise en charge médicale, appui psycho-social, juridique, etc.).

La France rappelle sa mobilisation pour mettre fin à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles.

4 - Yémen

Q - Quel est l'objectif de la visite de l'envoyé spécial français pour le Yémen à Sanaa ? Avez-vous l'intention d'inviter les Houthis pour l'initiative française du 27 juin ?

R - Face à la crise qui s'aggrave au Yémen, une réponse humanitaire est plus que jamais nécessaire.

Dans ce cadre, nous rappelons à tous les exigences du droit international, en particulier la

protection des civils et l'accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave.

5 - Comores

Q - Les autorités comoriennes ont déclaré récemment qu'elles partageaient des informations avec les Etats-Unis au sujet d'un programme de vente de passeports comoriens à des étrangers qui semble faire l'objet d'abus. La France est-elle également préoccupée par ce système ? Si oui, quelles sont vos préoccupations et que faites-vous à ce sujet ?

R - Nous avons connaissance de l'existence d'un programme dit de "citoyenneté économique", auquel les autorités comoriennes ont mis un terme en 2016.

Il ne nous revient pas de nous exprimer sur le dialogue que mènent les autorités comoriennes avec leurs partenaires.

En ce qui nous concerne, nous traitons le problème migratoire et sécuritaire avec les Comores dans le cadre d'un dialogue franc et exigeant./.